



Alors que Trump arrive au Royaume-Uni: Les États-Unis menacent de rompre l'Alliance Atlantique au sujet de l'armée européenne

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 06 juin 2019

[wsws.org](#) 4 juin 2019

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Alors que le président américain Donald Trump arrivait en Grande-Bretagne lundi pour une visite d'État et les célébrations du 75e anniversaire du débarquement de Normandie durant la Seconde Guerre mondiale, la presse espagnole faisait état de nouvelles menaces américaines contre le projet de construction d'une armée européenne.

Un conflit acerbe entre Washington et ses alliés impérialistes européens au sujet du plan d'une armée européenne avait déjà éclaté le mois dernier. Le 13 mai, le quotidien espagnol *El País* relatait que le Pentagone avait écrit à Federica Mogherini, la responsable de la politique étrangère de l'UE et averti que ce plan endommagerait les relations entre les États-Unis et l'UE. Selon l'Institut international d'études stratégiques de Londres, l'Europe pourrait dépenser 110 milliards de dollars en forces navales et 357 milliards en forces terrestres dans le cadre d'un renforcement militaire massif si Washington se retirait de l'OTAN.

Dimanche soir, *El País* publia un autre article citant les procès-verbaux d'une réunion «explosive» du 22 mai entre des responsables de la sécurité de l'UE non identifiés et le sous-secrétaire d'État adjoint américain aux affaires européennes et eurasiatiques, Michael Murphy. Selon le journal, Murphy a lancé «un ultimatum à l'Europe pour rectifier ses plans de défense».

Murphy a apparemment menacé l'UE et dit que si elle ne changeait pas ses projets militaires pour permettre aux entreprises américaines de défense de participer aux appels d'offres de l'UE, les États-Unis pourraient ne pas défendre l'UE contre une hypothétique attaque russe. Cela contrevient à l'article 5 du Traité de l'Alliance atlantique qui dit que l'OTAN doit répondre collectivement à toute agression militaire contre un État membre.

Dans son discours du 22 mai à Washington, Murphy s'en est pris au Fonds européen de défense (FED) et au PESCO (Coopération structurée permanente, le nom bureaucratique de l'armée européenne). «Si le libellé de la législation sur le FED et les lignes directrices du PESCO ne changent pas », a déclaré Murphy, l'UE «devra alors faire un choix. Soit elle renonce à utiliser les meilleures technologies existantes, soit elle devra développer les siennes».

Murphy a accusé sans ambages les puissances de l'UE d'avoir induit Washington en erreur sur la nature du plan PESCO. «L'UE et beaucoup de ses gouvernements ont présenté des

initiatives européennes de défense dans le cadre d'une politique de sécurité européenne, et nous vous avons cru» a-t-il dit. Il ajouta toutefois, «Certains d'entre vous du moins développent une politique industrielle sous couvert d'une politique de sécurité».

Dans un encadré, le journal espagnol notait l'âpre lutte entre entrepreneurs américains et européens de la défense pour le contrôle des marchés mondiaux d'armement. En 2016, les exportations d'armements des États-Unis se sont élevées à 135 milliards d'euros, un montant qui éclipse les exportations d'armements de l'UE (16 milliards d'euros). «Les États-Unis semblent craindre une répétition du phénomène d'Airbus», le géant franco-allemand de l'aérospatiale, fondé en 1969 pour concurrencer la firme américaine Boeing. Maintenant, il «s'est emparé de 50 pour cent du marché de Boeing», écrit-il.

Murphy a rejeté les arguments des responsables de l'UE selon lesquels l'armée européenne serait compatible avec l'OTAN, accusant à nouveau l'UE de mentir à Washington: «Certaines des réponses que nous avons reçues sont basées sur des informations incorrectes. Je vais être clair avec vous. Les États-Unis ne peuvent soutenir ni le FED ni PESCO s'ils évoluent comme ils semblent le faire d'après ce que les textes législatifs et réglementaires actuels indiquent clairement».

Selon *El Pais*, Murphy a affirmé que «l'Occident est de nouveau confronté, après la fin de la guerre froide, à des nations hostiles». L'une d'entre elle, que Murphy n'a apparemment pas nommé mais que *El Pais* a identifié comme étant la Russie « a une frontière physique avec l'UE et constitue une menace physique directe pour ses États membres», dit-il.

El Pais cite Murphy ainsi: «Toute crise importante en Europe nécessitera inévitablement une réponse commune avec les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et la Norvège». Si l'UE développait une industrie de défense séparée «nos armées pourraient devenir moins interopérables et ne pourraient pas combattre ensemble» a-t-il ajouté.

C'était là d'une menace à peine voilée: la poursuite de la construction d'une armée européenne pourrait mener à une rupture totale des relations avec Washington. Résumant les commentaires de Murphy, *El Pais* conclut: «Les États-Unis ont dit très clairement que si le projet continuait sur sa base actuelle, l'UE devrait se défendre avec ses propres armes, ce qui mettrait l'Europe dans une position d'infériorité évidente» et ajoute, «Ses paroles constituent la plus grande menace que Washington ait faite depuis que Bruxelles a commencé à élaborer une politique de défense commune».

Ces menaces jettent une lumière crue sur la visite officielle de Donald Trump en Grande-Bretagne. Non seulement Trump a soutenu des politiciens britanniques comme Boris Johnson qui préconisent un Brexit dur et une rupture avec l'UE, il a encore pris la décision singulière de ne pas commémorer officiellement le débarquement de Normandie le 6 juin, date du débarquement des troupes américaines et britanniques en France en 1944. La commémoration internationale officielle a eu lieu le 5 juin à Portsmouth, en Grande-Bretagne, d'où partirent les navires américains et britanniques pour débarquer sur les plages normandes.

Ces décisions sont liées à des conflits géopolitiques historiques profonds entre les États-Unis et les puissances continentales européennes alors que Berlin et Paris ont pris la tête d'efforts pour construire une armée européenne indépendante. Le vote de 2016 pour le Brexit, retirant la Grande-Bretagne de l'UE, a fait que Londres ne peut plus opposer son veto aux projets d'armée européenne indépendante au nom de Washington. Aujourd'hui, la

menace américaine de se débarrasser du traité de l'Atlantique reflète des rivalités commerciales et militaires entre puissances impérialistes qui ont par deux fois au XXe siècle, dégénéré en guerre mondiale.

Le fait que les conflits éclatent autour de l'armée de l'UE - qu'on veut construire avec des centaines de milliards d'euros soutirés à la classe ouvrière au moyen de l'austérité sociale et pour entreprendre des opérations sanglantes comme la guerre et l'occupation franco-allemande du Mali - souligne le caractère de classe de ces conflits. Ce sont d'après luttues entre puissances impérialistes rivales pour le butin à piller à l'économie mondiale, piétinant le sentiment anti-guerre croissant dans la classe ouvrière.

Alors que l'Administration Trump menace de faire la guerre à l'Iran et impose des droits de douane à la Chine dans une guerre commerciale de plus en plus intense, Washington se heurte de plus en plus aux ambitions commerciales et militaires des puissances européennes menées par l'Allemagne. Celles-ci ont critiqué les déploiements d'armes nucléaires américaines en Europe après que Washington eut annulé le Traité des Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) avec la Russie ; elles intègrent l'entreprise chinoise Huawei dans les réseaux de télécommunications de l'UE malgré les objections américaines.

Les puissances de l'UE continuent de soutenir le traité nucléaire iranien de 2015 longtemps après que Trump l'ait mis au rebut, alors que les sociétés pétrolières, automobiles et d'ingénierie européennes cherchent à conquérir les marchés aux dépens de leur rival américain.

Les révélations d'*El Pais* le mois dernier avaient paru au moment où les responsables américains cherchaient à intimider les européens pour qu'ils soutiennent la campagne guerrière de Trump contre l'Iran. Ce mois-ci, son article paraît au moment où la tournée outre-mer de Trump rappelle étrangement les alignements stratégiques d'il y a 75 ans - le président américain portant depuis la Grande-Bretagne, par-dessus la Manche, un regard noir sur le continent européen

Alex Lantier

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 4 juin 2019

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Alex Lantier, wsws.org, 2019

Articles Par : Alex Lantier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca